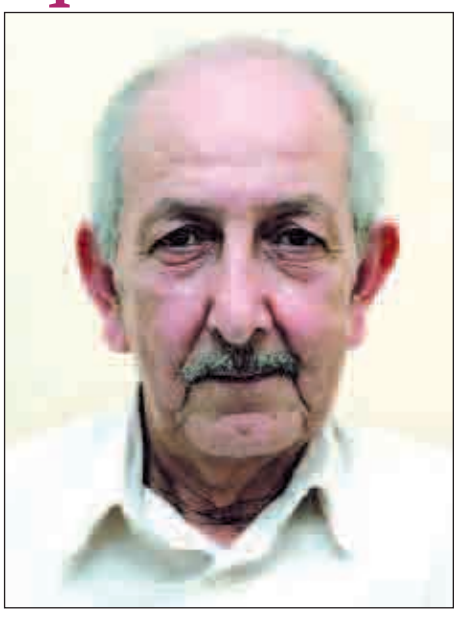
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Ramadhan : entre crédo de la foi et activisme politique



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Depuis jeudi dernier et durant quatre semaines, il accaparera toute l'énergie de la société. C'est que le jeûne du Ramadhan constitue annuellement le moment privilégié au cours duquel se croisent les préceptes religieux et les commentaires à propos de la flambée des prix. Au cours de cette parenthèse dans le calendrier, la mosquée et l'Etat se retrouvent, en effet, dans une sorte de rivalité à qui diffusera le mieux ses recommandations. C'est ainsi que cycliquement se rejouent les mêmes campagnes de part et d'autre.

A la périphérie du culte l'on prêchera, comme à l'accoutumée, la vertu de la charité tandis que la parole officielle mettra en exergue l'infaillible réseau pour faire parvenir aux nécessiteux l'entraide de l'Etat et qui constitue jusque-là l'alpha et l'oméga de sa stratégie. En somme le prêchi-prêcha théologique et la démagogie politique s'échangent les mêmes vocables et les mêmes formules pour en parler ; et cela dans une similitude tellement frappante au point de ne pouvoir distinguer ce qui relève de la morale religieuse et ce qui est du domaine réservé à l'Etat. Car les deux mettent en avant l'existence de la misère et de la pauvreté sur lesquelles une chape de silence les a soustraits du débat le reste de l'année. Aussi choisit-on l'opportunité qu'incarne le jeûne pour se dédouaner au nom d'une hyper-sacralisation de ce rite. Mois béni de la palabre également, n'est-il pas justement propice aux réquisitoires lorsque ceux-ci «épinglent» les procédés indécents qu'ont empruntés toutes les politiques de l'aide sociale ? C'est que la répétition annuelle de la même opération n'est pas exempte de toute suspicion. Car à l'évidence, il y a matière à contrôler sévèrement ces transferts sociaux dont l'unité de compte s'appelle le «Couffin de Ramadhan» et pour lesquels le donneur d'ordre est seul en mesure de fixer le nombre de bénéficiaires. En surchargeant à l'excès la signification de cette période de dévotion, l'on autorise en effet la concentration des moyens financiers sur une courte période (30 jours) ce qui est propice à la prédation. Pour cette raison et pour bien d'autres considérations, ces campagnes alimentaires commencent, non seulement à susciter de l'irritation mais sont également ressenties comme une insulte que l'on impute à l'Etat.

Reprochant aux pouvoirs publics de ne se contenter que de la séquence religieuse pour se manifester et de surcroît qu'ils établissent leurs bilans globaux à partir de l'exceptionnelle générosité de ces «frais de bouche», les cohortes de nécessiteux ne posent-elles les bons diagnostics de ce que doit être la régulation des solidarités ? L'échec dont il est question serait donc caractérisé, selon des spécialistes, par la reconduction d'une année sur l'autre du même bricolage inspiré par l'urgence alors que l'Etat était en devoir de contenir dans les limites du tolérable les niches de la pauvreté et cela à partir de solutions novatrices. Cela dit, même au plan psychologique, la posture des pouvoirs publics est également critiquable notamment lorsqu'ils laissent croire qu'ils ont le monopole du «cœur». Une maladresse de ses démagogiques communicants qui a fini par mettre en relief leurs passifs. Ceux qui sont illustrés par l'inexistence de l'Etat tout au long de l'année jusqu'à l'obliger à faire amende honorable à chaque arrivée d'un autre Ramadhan. Par le fait même que l'Etat en soit réduit au rôle de dispensateur de l'aumône ne rend pas meilleure sa perception de la problématique de la pauvreté. Bien au contraire. Car en principe, il est difficile d'évoquer une «charité» de l'Etat mais seulement son devoir de faire respecter l'équité dans la répartition des biens.

Autrement dit, celle qui lui intime l'exigence d'une juste péréquation des fardeaux de la communauté nationale afin de ne pas fragiliser le tissu social. Or, tant que les couffins de Ramadhan existeront, sous une forme ou une autre, ils demeureront la preuve que l'Etat accumule lui-même les archaïsmes. Dans un pays en butte à la spirale du chômage, entre autres, faire de la chorba de Ramadhan le carburant de l'action de la puissance publique relève décidément d'une incohérence de plus. Face aux attentes sociales de plus en plus pressantes et complexes, les réponses ou plutôt les ripostes ne devraient-elles pas dépasser cet assistanat saisonnier ? La charité, même lorsqu'elle est bien ordonnée et convenablement ciblée, n'est pas en soi une volonté politique agissant dans le bon sens. Elle n'est qu'une fuite en avant comme le seraient toutes les pitiés qui se manifestent afin de se donner bonne conscience. Il en est de même pour la notion de «solidarité» laquelle ne devrait pas avoir pour corollaire ce détestable secourisme alimentaire. C'est que la solidarité lorsqu'elle est affaire de l'Etat, consisterait plutôt à réhabiliter les éclopes économiques en les sortant de toutes les dépendances. Quitte à susciter et le courroux des dévots et le mécontentement hautain des institutions publiques, il nous semble que le Ramadhan est désormais devenu le mois-alibi derrière lequel s'abrite une régression qui ne dit pas son nom. Mais dont on constate, hélas, qu'elle aggrave, en définitive, la condition de dizaines de milliers de précaires en les installant dans un assistanat à durée indéterminée. Car comment peut-on faire injure à la foi religieuse en imposant des distinctions tranchées entre les saisons des bonnes œuvres et le reste du temps dédié à l'indifférence ? Pis encore, cette dévotion exacerbée trente jours seulement n'a-t-elle pas contaminé à son tour les institutions publiques qui s'exercent depuis des années à imiter la mosquée ! Ainsi lorsque le politique considère qu'il y a toujours des dividendes à tirer de ces manifestations de la tartuferie, l'on est en droit de s'interroger alors sur sa véritable capacité à conduire les affaires de la cité sans recourir à l'emprunt de certains artifices qui ne sont pas du domaine de la société civile. Inutile donc de rappeler que seuls Dieu et les miséreux reconnaîtront les leurs après le Ramadhan.

B. H.

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU *SOIR D'ALGÉRIE*
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?
***Envoyez votre CV à :* lesoiralgerie@yahoo.fr**
Il sera exigé une maîtrise parfaite
de la langue française, le sens de l'initiative
et une disponibilité totale.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Peur sur la ville !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

3e jour du Ramadhan. L'Algérie en mode…

… Fabius !

7 heures 45 minutes. Huit heures moins le quart. Les rideaux des commerces sont baissés. Les volets des maisons sont fermés. Un chat tente de traverser la rue, comme tous les matins, pour entamer sa tournée-retour des restes de poubelles, sur le versant d'en face. Mais là, il hésite. Il pose une patte en bas du trottoir, se prépare à balancer tout son corps de félin nourri au gaspillage sur le bitume déjà brûlant, puis se ravise. Il sent que quelque chose ne va pas dans ce décor. Un truc foireux. Une anomalie. Pas un passant pour lui envoyer un coup de pied dans les flancs. Pas une voiture pour le contraindre à détaler. Même les moineaux habituellement si nombreux à piailler, à pinailler, à chahuter, à se disputer quelques vers imprudents, dans l'ombre rafraîchissante des larges feuilles de platane, se taisent. Ramassés sur eux-mêmes, en boule, le duvet à peine frémissant sous l'effet d'une brise chétive, que l'on aurait dit elle aussi tétanisée par cette ambiance inquiétante. 8 heures. Les rideaux des commerces sont toujours baissés. J'ai même l'impression sourde – eh oui ! J'ai aussi mis en sourdine mon impression – qu'ils sont encore plus lourdement baissés que tout à l'heure, un quart d'heure plus tôt. Docte et sage, le chat s'est définitivement rangé à sa propre théorie. Un événement grave s'est déroulé dans sa ville qui en a détraqué le fonctionnement habituel. Pas question donc de s'aventurer dans une tournée sans retour. A quelques distances des poubelles «dégorgeantes», il est tapi. Tout à l'heure, peut-être. Et c'est d'un œil torve, résigné, qu'il voit s'ouvrir furtivement un volet. D'abord, un quart d'ouverture, puis d'un coup sec, une demi-ouverture, une nappe déployée dehors par des mains agiles, des miettes de ripailles de la veille qui s'envolent, marquent comme une arabesque repue dans le ciel, au niveau de la fenêtre, avant de subir les outrages implacables de la gravité et de retomber en petite grêle colorée sur le trottoir vide. Le bruit de la fenêtre et des volets qui se referment parcourt un court, très court instant la ruelle, heurtant les parois des murs, ricochant sur des façades inertes, pour retomber lui aussi, comme les miettes, en silence de cathédrale. Etant entendu qu'il n'y a jamais silence en la mosquée, les maisons de Dieu ayant un rapport différentié avec les décibels. Ne reste que ce bruit de fond. Comme un moteur fatigué. Un ronronnement phtisique. Deux octaves se succédant sur un rythme presque continue. Une basse. Une haute. Parfois avec une distorsion. Un bruit inquiétant. Un bruit pesant. Comme un métronome échappant au contrôle du musicien. Des ronflements ! Un orchestre de ronflements ! 9 heures 25 minutes. Les rideaux des commerces sont toujours baissés. Les volets des maisons étouffent la vie. La ville dort. Et moi, dehors, à quelques encablures du chat, je fume du thé et je reste éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.